



PREFECTURE DORDOGNE

## **Arrêté n °2014097-0009**

**signé par  
la Sous- préfète de Nontron**

**le 07 Avril 2014**

**Administration territoriale de la Dordogne  
Préfecture  
Sous- préfecture de Nontron**

Arrêté portant approbation de la révision de la  
carte communale applicable sur la commune  
d'Augnac (24300)



PREFET DE LA DORDOGNE

SOUS-PREFECTURE DE NONTRON  
Pôle environnement et urbanisme

**Arrêté**  
portant approbation de la révision de la carte communale applicable  
sur la commune d'Augignac

Le Préfet de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 approuvant la carte communale d'Augignac,

VU la demande en date du 24 septembre 2010 du conseil communautaire de réviser la carte communale d'Augignac,

VU la désignation de M. Henry-Jean Fournier, président de la commission d'enquête par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du président de la communauté de communes en date du 21 mai 2013 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 14 juin 2013 au 15 juillet 2013 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 20 mars 2014 approuvant la carte communale d'Augignac,

VU les avis des services consultés,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 4 juillet 2012,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013147-004 du 27 mai 2013 portant création de la communauté de communes du Haut Périgord issu de la fusion des communautés de communes du Périgord-vert granitique et des villages du Haut-Périgord,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renouvelé (loi ALUR),

SUR proposition de Mme la Sous-Préfète de Nontron,

## ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale d'Augignac annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.124-1 à R.124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

- au siège de la Communauté de communes du Haut-Périgord,
- à la mairie de Augignac,
- au service territorial du Périgord Vert (Direction Départementale des Territoires),
- à la sous-préfecture de Nontron,

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Président de la Communauté de communes du Haut Périgord.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale seront affichés en mairie et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : la Sous-Préfète de Nontron, le Président de la Communauté de communes du Haut Périgord, le Maire de la commune d'Augignac, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nontron, le 7 avril 2014

Pour le Préfet et par délégation  
La Sous-Préfète de Nontron,

Laurence BELGUIN

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandant avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne - 2, rue Paul Louis-Courier - 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'intérieur - Place Beauvau - 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif - 9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département de la Dordogne

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU HAUT PERIGORD

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE



**Membres :**

- En exercice : 31
- Présents : 22
- Représentés : 1
- Votants : 22

L'an deux mil quatorze le **20 Mars**

Le Conseil Communautaire dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à BUSSIÈRE BADIL, sous la Présidence de Monsieur Marcel RESTOIN

Date de la convocation : **6 Mars 2014**

**Présents :** Mesdames F. BERNARD, J. GIMENEZ, G. LE MOEL, L. POISSON, et Messieurs JG. ABBES, M. ANDRIEUX, M. AUPETIT, M. BANUS, E. BARTHELEMY, B. BIOULAC, G. BRUDIEUX, JP. GARRAUD, P. GOURINCHAT, R. MAQUAIRE, F. MONPROFIT, G. PEYRAT, M. PILLAUD, JC. RATHIER, M. RESTOIN, JP. TERREFOND, D. VEDRENNE, M. VEYSSIERE.

**Absents :** Mesdames V. CHABOT, MC. FRICONNET, E. RIVIERE, P. VILLETTE, Messieurs G. BEAUZETIER, A. FAUCONNET (supplée par M. ANDRIEUX), JP FAVARD, Y. PUYRAJOU, A. VEDRENNE, D. VIGNAL.

**OBJET : APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE D'AUGIGNAC**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 124-1 et suivants et R 124-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Périgord Vert Granitique en date du 24 Septembre 2010 décidant de lancer une procédure de révision des cartes communales d'Augignac, Busserolles, Bussière Badil, Champniers Reilhac, Saint Barthélémy de Bussière et Saint Estèphe,

Vu l'avis de la Commission Départementale des Espaces Agricoles du 4 Juillet 2012,

Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes en date du 21 Mai 2013, soumettant à enquête publique les projets de révision des cartes communales d'Augignac, Champniers Reilhac, Saint Barthélémy de Bussière et Saint Estèphe,

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Périgord Vert Granitique n°2013-67 du 25 Novembre 2013, approuvant la carte communale de la Commune d'Augignac,

Vu le refus d'approbation de Madame la Sous-Préfète en date du 19 Décembre 2013,

Vu les réunions techniques en présence de Madame la Sous-Préfète et les services de l'Etat,

Après avoir entendu l'exposé du Président,

Considérant les observations et modifications faites lors des dernières réunions techniques,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Décide d'annuler la délibération n°2013-67 du 25 Novembre 2013 approuvant la carte communale d'Augignac,
  - Décide d'approuver la carte communale de la Commune d'Augignac, dans sa nouvelle version conforme aux observations faites lors des réunions avec les Services de l'Etat et les Elus,
  - Décide que les décisions individuelles, relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol, régies par le Code de l'Urbanisme, seront délivrées au nom de l'Etat.

La présente délibération sera soumise à Monsieur le Préfet afin qu'il approuve par arrêté la carte communale.

Elle fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes pendant un mois ainsi qu'au siège de la Mairie d'Augignac.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département, dès réception de l'arrêté de Monsieur le Préfet approuvant les cartes communales.

*Délibération votée à l'unanimité*

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus  
Pour extrait certifié conforme

Le Président

Marcel RESTOIN



Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-Préfecture et publication par voie d'affichage le 24 Mars 2014. Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le Département.